

# DÉMOCRATIE EN DANGER

## L'URGENCE DE DIRE STOP

Un débat fou sur la « déchéance de nationalité », une société malade dont les violences en Corse ont offert un sinistre reflet, un échec patent sur le chômage, une fuite en avant sécuritaire qui met à l'écart la justice..... l'urgence de dire "STOP"!

Souvenez-vous, c'était lors des vœux de janvier 2015, sur le plan économique Hollande parlait d'un « *alignement favorable des planètes* » (taux d'intérêt bas, euro moins fort, chute du prix du pétrole). Un an plus tard, le même reconnaît dans ses vœux 2016 un « état d'urgence économique et social », qui s'est traduit par une nouvelle hausse de l'ordre de 75.000 chômeurs sur l'année. Mais il ne s'étend évidemment pas sur les causes d'une telle situation....

### Le défi du chômage

A sa façon, *Le Figaro* daté du 2 janvier lève un coin du voile sur les causes en titrant sur toute sa Une « *2016, une belle année boursière en perspective* » ! Formulation de vœux révélatrice. Les smicards eux, n'ont que la perspective d'une stagnation du pouvoir d'achat de leur revenu salarial, privés une nouvelle fois de « coup de pouce » !

Dans une étude mis en lumière par la CGT en mai 2015, il était démontré que dans « les sociétés non financières », on consacrait 10 journées de travail par an aux paiements des dividendes en 1981. Ils représentent 45 jours de travail en 2011. Soit 4,5 fois plus. Autre façon de le mesurer, sur 100 euros de richesses créées, 5 allaient à la rémunération du capital. C'est 23 euros trente ans plus tard. Voilà la vraie prédation financière à laquelle il faudrait s'attaquer pour faire reculer le chômage.

Ce sont pourtant les mêmes recettes qui ont échoué que le pouvoir s'apprête à accentuer. Alors qu'une nouvelle tranche du Pacte de responsabilité entrera en vigueur en avril, on annonce de nouvelles exonérations ou primes, toujours au nom du « coût du travail trop élevé », sans jamais auditer l'efficacité réelle du mille feuille de 200 milliards d'aides diverses aux entreprises qui existent déjà !



Quant à la mise en formation de 500.000 chômeurs, outre la double question du financement ( on parle d'un milliard d'euros) et de la nature des formations, elle interpelle sur le tour de passe-passe statistique dans l'année précédent la Présidentielle, pour obtenir une introuvable « inversion de la courbe du chômage ». En effet, les « contrats aidés » (420.000 personnes en novembre 2015) et les chômeurs en formation (280.00 déjà en novembre 2015) n'apparaissent plus dans les statistiques de Pôle Emploi sur les chiffres du chômage. Objectif : retirer, à nouveau, plusieurs centaines de milliers de chômeurs des 5,44 millions actuellement inscrits à des allures d'aubaine statistique.

### **Le pouvoir aggrave la crise de la société**

En pleine période des fêtes, les événements d'Ajaccio sont venus rappeler combien la société française était malade de ne pas se battre contre les vrais auteurs de crise économique. Et à la merci des faiseurs de haine, de racisme et de discriminations, qui se sentent encouragés aussi bien par la « droite décomplexée » que par un pouvoir socialiste qui en légitime les thèmes comme avec la « déchéance de nationalité ». L'agression inacceptable contre des pompiers appelait une réaction de solidarité légitime. Que celle-ci ait pu être ensuite détournée dans des appels à la haine raciste, alerte sur l'état réel de la société. Personne ne peut prétendre que sur la Côte d'Azur où sévissent les identitaires et autres groupes d'extrême droite, on soit à l'abri de telles dérives.

Alors que le débat constitutionnel prend une allure démente avec un pouvoir socialiste prêt, au mépris du droit international, à multiplier des situations d'apatrides, dans l'ombre de ce débat vient le projet de loi qui devrait prendre la suite de l'état d'urgence. Il banalise des mesures d'exception au détriment structurel du pouvoir judiciaire. C'est, une nouvelle fois, affaiblir la société elle-même au nom de sa protection. Or on ne protège pas une société en étiolant la démocratie !

Cette impasse économique et sociale comme le glissement accentué du pouvoir Hollande-Valls dans une indignité démocratique est aussi une invitation urgente à dire « STOP ! » et à travailler à un sursaut populaire et démocratique.

**AUX ACTES CITOYENS!**

**JE REJOINS LE PCF**

Nom :

Prénom :

Adresse :

E-mail :

Tél :